

POUR CHANCER VRAIMENT, TOUT DEPEND DE NOTRE MOBILISATION.

Dans la rue le 30 septembre, et APRES ON CONTINUE.

Un grand nombre de celles et ceux qui avaient choisi de chasser Sarkozy et sa clique avaient aussi, pour le moins, quelques espoirs de changements. Quelques unes des mesures les plus antisociales et quelques cadeaux aux riches de Sarkozy ont été supprimés. Quelques signes sont donnés pour l'Ecole, les droits des femmes et des homosexuel-le-s.

Cependant, le projet de loi sur le mariage et l'adoption homosexuels reste en retrait des exigences d'égalité, entre autres en terme d'homoparentalité.

La concertation promise pour refonder l'Ecole est plus un faux semblant qu'un vrai débat associant personnels, élèves, parents pour changer profondément le système éducatif et combattre l'échec scolaire.

Dans des domaines majeurs, la politique Hollande-Ayrault ne se distingue que symboliquement, très faiblement ou pas du tout, de celle de la droite.

C'est le cas sur le terrain écologique, du nucléaire aux grands projets inutiles (Notre-Dame des Landes, « Grand Paris », LGV Bordeaux-Toulouse, Opération d'Intérêt National plaine du Var...).

C'est le cas dans le domaine de la santé ou la marchandisation à marche forcée continue. Les Alternatifs appellent à assurer le succès de la semaine européenne de défense des systèmes publics de santé et de protection sociale notamment lors de la manifestation nationale du 6 octobre à Paris.

C'est le cas pour ce qui concerne les Rroms, mis-es à la rue et expulsée-s et ce, à l'inverse d'une politique simplement humaine ou pour les sans papiers toujours menacés d'expulsion...

La politique conduite par Manuel Valls s'aligne clairement sur les exigences des lobbies sécuritaires.

Le combat antiraciste et pour l'égalité des droits est aujourd'hui crucial, alors que le Front National attise les haines xénophobes et que la droite engage une bataille frontale contre le droit de vote des résident-e-s étranger-e-s.

La démarche gouvernementale des concertations et compromis avec le patronat se heurte à la réalité d'un capitalisme financier prédateur; la multiplication des plans de licenciements et de liquidation d'entreprises en témoigne (PSA, Doux, Sanofi, Fralib, ..). L'objectif du MEDEF reste la déréglementation du droit du travail et la mise à bas des droits sociaux.

Où sont les nouveaux droits promis aux salarié-e-s par le candidat Hollande pour agir sur les choix des entreprises?

La riposte est d'abord la défense de l'emploi et des droits sociaux, le combat pour l'éradication du chômage et de la précarité, en particulier par la réduction du temps de travail.

Cette riposte doit tout autant prendre en compte les reconversions nécessaires pour maintenir les activités productives dans une nouvelle logique écologique, durable, socialement utile et dans une démarche coopérative et autogestionnaire.

Rien de décisif ne sera gagné sans une mobilisation sociale massive, sans une démocratie active et l'auto-organisation des luttes pour construire l'unité la plus large et faire reculer la résignation, sans ouvrir, maintenant, des brèches dans un système de domination capitaliste, productiviste, autoritaire, et ainsi prouver que « c'est possible ».

Rien de décisif ne sera gagné sans l'appropriation sociale, pour l'émancipation des salarié-e-s, l'intervention des usager-e-s et consommateurs/trices, et la réorientation de l'économie.

Les peuples grecs, italiens, espagnols, portugais, irlandais sont frappés de plein fouet par les plans d'austérité exigés par la "troïka" européenne (BCE, FMI et Commission Européenne). La lutte contre cet adversaire comme contre les menaces fascistes, nationalistes et xénophobes est à l'ordre du jour à l'échelle de tout le continent.

Nous refusons la ratification du Traité européen d'austérité (TSCG) recul majeur par rapport aux engagements du candidat Hollande, et dont le contenu vise à empêcher toute politique de gauche.

Partout la mobilisation la plus large est engagée pour combattre ce déni de démocratie et de souveraineté populaire, pour expliquer encore les enjeux sociaux de cette capitulation politique.

Les Alternatifs appellent à assurer le succès de la grande manifestation unitaire contre le TSCG : la résistance et l'alternative, ce sera dans la rue le 30 septembre!

L'existence d'un cadre unitaire large, associatif, syndical, politique est une première étape. Un tel cadre dessine les contours d'un bloc politico-social et citoyen pour la transformation sociale et écologique. 1/ faut conforter cette première étape et la prolonger, dans les villes et départements comme au niveau national.

Contre l'offensive antisociale à l'échelle du continent, par la solidarité entre les peuples, pour une alternative sociale et écologique. .